

ACCUMULATION, RÉGULATION, CRISE : UN MODÈLE SECTIONNEL THÉORIQUE ET APPLIQUÉ

DERRIÈRE les interrogations et les désaccords sur les origines de la crise économique actuelle, les moyens de son dépassement, il y a ceux portant sur la nature de la croissance rapide d'après-guerre, ses traits spécifiques, les difficultés qu'elle pouvait engendrer. Il n'est pas possible de juger de l'une sans comprendre l'autre.

Sans nier l'importance des controverses qui opposent à ce sujet néo-keynésiens et monétaristes, et qui tendent à monopoliser le débat, il nous paraît qu'elles n'épuisent pas le sujet, laissent de côté une composante essentielle du développement économique de pays comme la France dans l'après-guerre : *la transformation radicale du mode d'intégration des salariés à la production capitaliste*. Ils sont passés du rôle d'ingrédient à celui de débouché principal de cette production : au cours de cette période la sphère capitaliste s'est étendue massivement à l'ensemble des biens de consommation au détriment des formes antérieures d'organisation. Cette mutation a été à l'origine d'un dynamisme économique puissant et prolongé : sa mise en œuvre, son succès, sa durabilité, dépendaient cependant de la conjonction de nombreux facteurs décisifs dont la réunion a été longue, périlleuse, difficile.

L'objet de cet article est la construction d'un schéma, théorique et appliqué (à la France), permettant d'étudier les conditions nécessaires de ce type de croissance, ses conséquences majeures, ses limites enfin et les problèmes que pose aujourd'hui sa poursuite ou sa modification.

Les modèles de croissance présentés sont conçus pour rendre compte de cette dimension, trop souvent ignorée, de la croissance économique. Ils utilisent à cette fin un découpage du système productif en deux « sections productives » : la section S_1 dite « des biens d'équipement » produit et met à disposition des utilisateurs les biens

destinés à l'accumulation productive, la section S_2 dite « des biens de consommation » les marchandises (durables ou non) consommées au cours d'une période, c'est-à-dire sorties du système productif¹. Le produit de la section S_1 , qui englobe toutes les activités liées à la production et à l'installation du capital productif (biens intermédiaires incorporés dans les biens d'équipement, services et activités de transport correspondants ...), est échangé contre des revenus capitalisés, principalement des profits. De même le produit de la section S_2 , qui comprend toutes les activités liées à la consommation (des biens intermédiaires incorporés aux services divers correspondants), est échangé contre des salaires principalement, et d'autres revenus, consommés.

Ce découpage s'avère fructueux à trois égards :

— tout d'abord la construction d'un système de données sectionnelles sur l'économie française en longue période confirme l'idée d'une hétérogénéité forte du mouvement de ces deux sous-ensembles du système productif et l'importance des transformations productives de S_2 (biens de consommation) dans la croissance (et l'accumulation) d'après-guerre en France² ;

— en second lieu les résultats explicites du modèle justifient le découpage retenu au niveau théorique : *les mêmes causes n'entraînent pas les mêmes effets (macro-économiques) selon leur lieu d'application, sectionnel, dans le système productif*. Cette distinction permet d'introduire le concept de *régime d'accumulation* qui oppose des modes de fonctionnement de l'économie selon l'articulation des sections, leur mouvement propre et relatif, c'est-à-dire selon les rapports noués par les groupes sociaux correspondants, et leur évolution³ ;

— enfin le chiffrage, approché, de ces modèles grâce au système de données construites conduit à porter un jugement non seulement qualitatif mais aussi quantitatif sur certains des mécanismes de la croissance d'après-guerre en France et la crise actuelle.

1. Dans cette approche les logements acquis par les ménages rentrent dans leur consommation, c'est-à-dire dans S_2 .

2. Ces observations ont été longuement commentées, et leur mode d'élaboration décrit dans : *Statistiques et études financières*, 35, série Orange. « La croissance française analysée en sections productives », 1978 ; « Critiques de l'économie politique », 7-8, 1979, « Le régime central d'accumulation d'après-guerre et sa crise ».

3. Rien n'interdit d'élargir l'analyse sectionnelle à des sous-ensembles plus fins que les deux énormes blocs retenus ici : qu'on prenne en compte explicitement l'analyse de l'Etat, des échanges extérieurs, ou qu'on spécifie mieux les groupes sociaux étudiés (CSP et autres).

L'accent portant sur la dimension sectionnelle de la croissance, considérée comme essentielle pour comprendre les années d'après-guerre, il a été nécessaire d'éliminer dans la présentation formelle d'autres aspects, à des fins de simplicité : « l'oubli » de l'Etat, de la monnaie, des échanges extérieurs ne résulte pas d'une prise de position théorique mais de la volonté de concentrer l'attention sur des mécanismes trop souvent oubliés, faute d'instrument d'analyse adapté.

L'article comprend trois chapitres d'importance inégale :

— une famille de modèles sectionnels de croissance différant par la nature des contraintes macro-économiques rencontrées. C'est le cœur de cette étude ;

— un bref modèle complémentaire à un secteur permettant d'éclairer les formalisations précédentes sur la question des salaires et des prix ;

— une synthèse, trop rapide, sur les concepts de régime d'accumulation, de régulation, et leur application à l'analyse de la croissance française d'après-guerre et de la crise actuelle.

Il convient enfin de signaler que cet article est issu d'une étude traitant beaucoup plus longuement du même sujet et fournissant nombre d'explications et de développements absents ou à peine ébauchés ici ⁴.

ACCUMULATION ET CROISSANCE EN SECTIONS PRODUCTIVES : ANALYSE FORMELLE

Avant-propos

Les modèles présentés ici n'ont pas vocation à explorer le court terme mais les problèmes de la croissance en longue période. Il est nécessaire de s'en souvenir pour en comprendre les relations constituantes et la trame très simple. L'économétrie y tient de ce fait une place minime : la nécessité corollaire d'une *résolution mathématique*

4. « Accumulation et croissance en moyenne et longue période. Analyse formelle en sections productives. Application à l'économie française d'après-guerre », H. Bertrand, ministère de l'Economie, mars 1980.

explicite a impliqué une *simplicité extrême des spécifications* ; elle peut choquer, elle en facilite cependant grandement l'interprétation et l'utilisation.

Le cadre méthodologique formel du modèle

HYPOTHÈSES RESTRICTIVES GÉNÉRALES

Le cadre général d'analyse est très simplificateur :

- les seuls agents sont des entreprises capitalistes et des salariés ;
- les salariés consomment l'intégralité de leur revenu ;
- les entreprises réinvestissent la totalité de leurs profits ;
- il n'y a qu'une catégorie de travail et de travailleurs ;
- il y a deux produits : bien d'investissement indicé 1, bien de consommation indicé 2 ;
- il n'y a pas d'Etat ;
- il n'y a pas de système bancaire : la monnaie est seulement unité de compte et moyen d'échange ;
- le système est clos.

LE SYSTÈME

$$(1) \text{ Investissement} \quad \begin{cases} \dot{N}_1 = \dot{N}_1 + B_1 \\ \dot{N}_2 = \dot{N}_2 + B_2 \end{cases} \Leftrightarrow (1)' \quad \begin{cases} \dot{I}_1 = \dot{Q}_1 + B_1 \\ \dot{I}_2 = \dot{Q}_2 + \dot{q}_1 - \dot{q}_2 + B_2 \end{cases}$$

$$(2) \text{ Productivité} \quad q_1 = \frac{Q_1}{N_1} \quad q_2 = \frac{Q_2}{N_2}$$

$$(3) \text{ Productivité} \quad \dot{q}_1 = \mu_1 \dot{Q}_1 + \nu_1 \quad \dot{q}_2 = \mu_2 \dot{Q}_2 + \nu_2$$

$$(4) \text{ Réalisation} \quad \omega \cdot (N_1 + N_2)_1 = p_2 \cdot Q_2$$

$$(5) \text{ Réalisation} \quad Q_1 = I_1 + I_2 \quad (\Leftrightarrow (5)' N_1 = N_1^1 + N_2^1)$$

$$(6) \text{ Salaires} \quad \dot{\omega} = \gamma + c \dot{p}_2$$

$$(7) \text{ Répartition} \quad \left\{ \begin{array}{l} \omega \cdot N_1 + R \cdot p_1 \cdot K^{-1}_1 = p_1 \cdot Q_1 \\ \omega \cdot N_2 + R \cdot p_1 \cdot K^{-1}_2 = p_2 \cdot Q_2 \end{array} \right. \Leftrightarrow (7)' \quad \left\{ \begin{array}{l} R = \frac{Q_1}{K^{-1}} \\ \omega \cdot N_1 = R p_1 K^{-1}_2 \end{array} \right.$$

[avec $K = K_1 + K_2$]

(8) Accumulation $K_1 = (1 - A) K^{-1}_1 + I_1, K_2 = (1 - A) K^{-1}_2 + I_2$

(9) Prix $p_2 = \alpha (R^* - R^{-1})$

(10) Emploi $\dot{N} \leq \delta \quad (N = N_1 + N_2)$

Avec :

I_1, I_2 Investissement brut à prix constants dans S_1 (Section des biens d'équipement), S_2 (Section des biens de consommation) respectivement ;

Q_1, Q_2 Valeur ajoutée brute (production) à prix constants dans S_1, S_2 respectivement ;

K_1, K_2 Capital fixe productif brut ;

N_1, N_2 Emploi salarié dans S_1, S_2 respectivement ;

N^1_1, N^2_1 Emploi (salarié) dans S_1 consacré à la production de biens d'équipement pour S_1, S_2 respectivement ;

q_1, q_2 Productivité apparente du travail dans S_1, S_2 respectivement ;

p_1, p_2 Prix nominaux de production dans S_1, S_2 respectivement ;

ω Salaire nominal moyen (pendant la période) ;

R Taux de profit brut rapporté au capital fixe au coût de renouvellement ;

R^* Taux de profit brut « naturel » ou désiré (de référence) ;

A Taux de dépréciation (et de sortie) du capital fixe ;

δ Taux de progression maximale de la population active disponible employée ;

— 1 Indice correspondant à la période précédente.

Soit au total quatorze variables, quatorze équations et une contrainte quantitative.

Si la contrainte n'est pas saturée ($\dot{N} < \delta$: sous-emploi durable), le système est en principe soluble. Dans le cas contraire ($\dot{N} = \delta$: plein emploi), il est en général insoluble. Un des paramètres doit être endogénéisé : à chaque mode d'endogénéisation retenu correspond un fonctionnement macro-économique différent.

COMMENTAIRE RAPIDE DES RELATIONS

• Salaires et prix

$$(6) \quad \dot{\omega}_2 = \gamma + c \cdot \dot{p}_2$$

$$(9) \quad \dot{p}_2 = \alpha (R^* - R^{-1})$$

Ces relations sont l'expression d'un comportement actif et organisé des salariés comme des entreprises (*régulation monopoliste*) :

— des salariés : pour assurer une progression tendancielle effective de leur pouvoir d'achat ;

— des entreprises : les prix sont moins les variables d'ajustement des marchés des biens que des instruments privilégiés pour approcher leurs objectifs de rentabilité⁵ (R^* : taux de profit de référence).

Les salaires n'équilibrent pas le « marché du travail », ni les prix ceux des biens, les ajustements se font principalement par les quantités : aucun équilibre ne s'établit spontanément, en particulier le plein emploi n'a aucune raison d'être assuré a priori.

A des fins de simplification, il a été supposé dans la suite que l'indexation des salaires sur les prix était pratiquement assurée à moyen terme ($c = 1$). Ceci a pour conséquence, dans ce schéma sans endettement, de rendre les volumes indépendants des prix nominaux. La résolution explicite du modèle sectionnel en est grandement facilitée. Ce n'est que dans le modèle à un secteur qu'on revient sur cette hypothèse ($c \neq 1$).

• Accumulation

Ces relations confondent, de manière contestable, capital fixe productif et capital engagé à rentabiliser.

5. L'hypothèse de péréquation associée aux relations de répartition (7) entraîne que le prix des biens d'équipement (p_1) est soumis aux mêmes mécanismes.

• Répartition

Ces relations définissent les taux de profit sectionnels, tendancielle-ment égaux par hypothèse (R unique) et le rapport des prix relatifs consécutif.

• Réalisation

— Il n'y a ni salaires épargnés, ni profits consommés : il en découle que le taux de profit d'ensemble doit être tendancielle-ment égal au taux d'accumulation, et les salaires distribués dans S_1 au profit de S_2 .

— Il n'y a pas de stock : il ne s'agit pas, rappelons-le, d'un modèle de court terme.

Ainsi spécifié, le modèle n'étudie pas les conditions de l'équilibre entre l'épargne et l'investissement, ou le déroulement éventuel d'une crise, mais les difficultés et les tensions qui peuvent naître d'un fonctionnement économique « normal ».

• Productivité

Les relations (3) sont très frustrées. Elles accordent une large place aux rendements d'échelles et aux possibilités de réorganisation ouvertes par la croissance. L'introduction de fonctions plus complexes ne modifie toutefois pas le sens des résultats obtenus : elle permet seulement d'en mieux préciser les mécanismes et la nature (un approfondissement est donné dans [5]).

• Investissement

Sous la forme (1) ces relations peuvent déconcerter. Elles expriment que les transformations technico-économiques liées à l'investissement ont pour objet une modification de la division des tâches, des processus de travail, synthétisée ici par la répartition entre travail indirect (travailleurs en tant que producteurs d'équipements destinés aux diverses sections : N^1_1, N^2_1) et travail direct (travailleurs en tant qu'utilisateurs d'équipement : N_1, N_2). Dans une économie capitaliste, la tendance générale est comprise entre la stabilité et l'allongement du détour de production, et le déplacement correspondant de la main-d'œuvre de la production de biens de subsistance vers celle de biens de capital : B_1, B_2 doivent donc être tendancielle-ment positifs ou nuls, mais petits car ces déplacements sont lents au niveau macro-économique. B_1 et B_2 expriment la vitesse de substitution du travail indirect au travail direct, l'évolution tendancielle (alourdissement ou non) des processus productifs dans l'une ou l'autre section.

Sous la forme (1)', ces relations ont un aspect plus familier, qui demande cependant quelques explications.

Considérons la relation $\dot{I}_2 = \dot{Q}_2 + \dot{q}_1 - \dot{q}_2 + B_2$. Elle attribue trois composantes à l'évolution de l'investissement à moyen terme :

— Une composante de type accélérateur ($\dot{I}_2 = \dot{Q}_2 + \dots$) qui lie la progression tendancielle de l'investissement à celle de la production (en volume), et donc à celle de la demande. Il ne s'agit pas d'un accélérateur classique ($I = v \Delta Q$) : la spécification retenue ici présente l'intérêt d'éliminer les fluctuations de court terme liées au principe d'accélération en conservant cependant la relation tendancielle qu'il tend à établir entre ces grandeurs. C'est le trend à moyen terme de l'accélérateur de court terme. Cette proposition peut être démontée formellement (cf. [5])⁶.

— La seconde composante de la relation ($\dot{I}_2 = \dots + \dot{q}_1 - \dot{q}_2 + \dots$) signifie qu'une progression relative de la productivité du travail dans la section S_1 (équipement) au regard de S_2 (consommation) stimule, accélère, tendancielllement l'investissement (dévalorisation, obsolescence, abaissement du coût relatif, ...). Il s'agit, rappelons-le, d'un mécanisme de moyen terme, qui prend ici une grande importance⁷.

L'absence de cette spécification dans S_1 ($\dot{I}_1 = \dot{Q}_1 + B_1$) ne résulte pas d'une position de principe mais d'un souci de simplification. Son introduction complique les résultats sans en altérer le sens qu'elle tend au contraire à renforcer.

— La dernière composante (B_1, B_2) est exogène : elle exprime l'ampleur des transformations des processus productifs, des mutations technico-économiques, selon les périodes (moyen-long terme). Ces gran-

6. De manière intuitive :

$I = v \Delta Q \Leftrightarrow \frac{I}{Q} = \frac{\Delta Q}{Q} = v \dot{Q}$. Si le modèle admet un trend de croissance ($\dot{Q} \sim$ constante), on doit donc avoir tendancielllement $I/Q =$ constante, soit $\dot{I} = \dot{Q}$.

7. L'écriture des relations d'investissement en termes d'emplois introduit deux simplifications importantes dans l'expression en volume qu'il convient de souligner.

Elle font intervenir les productivités et non les prix relatifs ($p_1 - p_2$), qui sont en principe les véritables guides pour les entreprises dans une économie monétaire. Elles affectent en outre automatiquement un coefficient unitaire au terme $\dot{q}_1 - \dot{q}_2$.

Dans ce dernier cas l'introduction d'un coefficient non unitaire n'interdirait pas la résolution du système mais la rendrait beaucoup plus lourde sans affecter suffisamment le sens des résultats pour en justifier la présentation dans ce court article. Enfin l'ajustement remarquable de prix sectionnels aux productivités relatives (cf. [4], p. 17) explique la première simplification.

Ces remarques doivent être conservées en mémoire dans l'appréciation des résultats.

deurs peuvent être endogénéisées lorsque de fortes contraintes macro-économiques freinent l'investissement, comme on le verra.

Il convient enfin de souligner le fait suivant : les éléments de différenciation sectionnelle introduits dans ce système sont très limités. On s'est borné à supposer que les conditions productives n'évoluaient pas nécessairement de la même façon dans les deux sections. C'est une vérité d'évidence pour la France de l'après-guerre. Mais bien d'autres éléments de disparité auraient pu être introduits (salaires, rentabilité, utilisation des capacités, ...), surtout la différence entre leurs débouchés principaux : les salaires qui sont une avance régulière pour l'une, les profits qui sont un solde peu stable pour l'autre. L'analyse de la croissance en sections productives est donc loin d'être épuisée par cette étude et laisse de larges champs ouverts à l'exploration.

LA CROISSANCE A LONG TERME EN SECTIONS PRODUCTIVES : RESOLUTION DU SYSTEME

En situation de sous-emploi ($\dot{N} < \delta$), le système est soluble : la résolution conduit à un modèle de croissance de sous-emploi. Dans le cas du plein emploi ($\dot{N} = \delta$), le système est sur-déterminé : un paramètre doit être endogénéisé. Deux situations alternatives ont été retenues :

— les entreprises sont en position de force : elles sont capables d'imposer leur programme d'investissement à moyen terme. La progression du pouvoir d'achat des salariés (γ) est alors un solde endogène, variable d'ajustement du modèle ($\gamma = \gamma^{pe}$) ;

— les salariés, actifs et organisés, parviennent à imposer un certain taux de progression des salaires réel et les entreprises adaptent leurs projets d'investissement en conséquence.

Ces trois modèles sont exposés successivement, leur véritable commentaire économique n'étant fait que globalement.

Un modèle de sous-emploi durable

Résolution explicite en statique de moyen terme

ENONCÉ DES RÉSULTATS

Avec les notations précédentes, et en appelant B le taux global de substitution travail indirect-travail direct de la période ($B = B_2 + B_1 \frac{N^{1-1}}{N^{2-1}}$), on obtient :

- Taux de croissance de la section S_2 (consommation des ménages) :

$$(I)^A \quad \dot{Q}_2 = \frac{\gamma - v_2}{\mu_2} + \frac{B}{\mu_2} \frac{N^{-1}}{N^{-1}}$$

- Taux de croissance de la section S_1 (investissement des firmes) :

$$(II)^A \quad \dot{Q}_1 = \frac{1 - \mu_2}{1 - \mu_1} \frac{\gamma}{\mu_2} + \frac{v_1 - v_2/\mu_2}{1 - \mu_1} + \frac{B}{1 - \mu_1} \left[1 + \frac{N^{-1}}{N^{-1}} \left(\frac{1}{\mu_2} - 1 \right) \right]$$

- Emploi :

$$(III)^A \quad \dot{N} = \frac{1 - \mu_2}{\mu_2} \gamma - \frac{v_2}{\mu_2} + \frac{B}{\mu_2} \frac{N^{-1}}{N^{-1}}$$

- Taux de profit :

$$(IV)^A \quad R = \frac{R^{-1}}{1 + R^{-1} - A} (1 + \dot{Q}_1)$$

• Prix :

(V)^A ou (9)

$$\dot{p}_2 = \alpha (R^* - R^{-1})$$

$$(VI) \quad \dot{p}_1 - \dot{p}_2 = \frac{1}{\mu_2 (1 - \mu_1)} \left[\gamma (\mu_2 - \mu_1) + \nu_2 \mu_1 - \nu_1 \mu_2 - B \mu_1 \left(\mu_2 \frac{N^{-1}_2}{N^{-1}} + \frac{N^{-1}_1}{N^{-1}} \right) \right]$$

COMMENTAIRE

On doit constater l'hétérogénéité du modèle des sections productives dans la croissance, l'emploi, le taux de profit, la formation des prix, relatifs et nominaux, c'est-à-dire dans le fonctionnement économique d'ensemble.

• La croissance

La comparaison des relations (I)^A et (II)^A montre que la croissance des sections n'est pas gouvernée par les mêmes lois. Il n'y a pas de raison, a priori, pour qu'elles croissent au même rythme et de la même façon, pour que la croissance soit équilibrée.

• L'emploi

Il dépend positivement de la progression du salaire réel (γ) et de la substitution travail indirect - travail direct ($B > 0$). Il est indépendant de l'efficacité productive de S_1 (μ_1, ν_1), mais dépend négativement de celle de S_2 (μ_2, ν_2).

Les transformations productives d'une période ont donc des conséquences très différentes selon leur section d'application : dans S_1 elles sont neutres (ou ne jouent que faiblement par l'intermédiaire de B_1) ; dans S_2 elles sont destructrices d'emplois, sauf être compensées par une progression correspondante du pouvoir d'achat des salariés.

• Le taux de profit

On montrera plus loin (dynamique) que le taux de croissance de S_1 (\dot{Q}_1) de moyenne période ne se déplace que très faiblement dans la longue période : de ce fait, il est également le taux de profit tendan-

ciel net de longue période de l'économie, et les deux discussions se confondent à ce stade.

On constate, une fois encore, l'influence positive de la progression du pouvoir d'achat des salariés (γ) comme du taux de substitution intersectionnel (B). Au niveau macro-économique *salaires (réels) et profits (réels) sont étroitement solidaires : plus de pouvoir d'achat fait plus de rentabilité (globale)*. Il en va de même pour le taux de substitution travail indirect - travail direct, d'éventuelles composantes négatives (alourdissement capitalistique difficile à rentabiliser) ne jouant pas à ce terme.

Enfin, *les transformations productives efficaces de S_1 (μ_1, v_1 élevés) élèvent le taux de profit global. C'est l'inverse dans S_2 , où elles diminuent taux de croissance et de profit, sauf à ce qu'une progression plus rapide des salaires ne vienne compenser ces conséquences récessives.*

• Les prix

Le commentaire est identique pour les prix nominaux. Par contre, il est difficile pour les prix relatifs qui sont l'objet d'influences multiples et complexes. On peut noter cependant que l'influence du pouvoir d'achat (γ) dépend des rendements d'échelle comparés des deux sections ($\mu_2 - \mu_1$) tandis que celle de B diminue le prix relatif des biens d'équipements : *des processus cumulatifs favorables à l'accumulation lourde ne sont donc pas exclus.*

Ainsi *les mêmes causes* (transformation des processus productifs) *n'entraînent pas les mêmes effets selon leur lieu d'application* (sectionnel) *dans le système productif ; mieux, les effets en sont contraires.*

D'où vient cette étonnante opposition des propriétés macro-économiques des sections productives ? Elle est en réalité très simple, à l'image du système initial : les transformations productives de S_1 stimulent tendanciellement l'investissement dans l'une et l'autre section : ceci compense les conséquences potentielles négatives des gains de productivité (pertes d'emploi dans $S_1 \rightarrow$ contraction de la demande à $S_2 \rightarrow$ contraction de la demande à $S_1 \rightarrow \dots$). Il n'en va pas de même dans S_2 : la productivité du travail γ exerce des effets négatifs (pertes d'emplois dans $S_2 \rightarrow$ contraction de la demande $\rightarrow \dots$) qui ne sont pas spontanément compensés. *La croissance et l'accumulation intensive dans S_2 supposent donc l'existence de mécanismes corrigeant en permanence leur influence récessive : progression régulière et proportionnée du pouvoir d'achat salarial, des dépenses collectives, etc.*

Les conditions économiques et sociales générales de la croissance diffèrent donc totalement selon que celle-ci porte principalement sur S_1 ou sur S_2 . C'est là un point essentiel pour comprendre l'existence de régimes de croissance (« régimes d'accumulation ») différents, commentés plus longuement dans la dernière partie.

Résolution dynamique du modèle de sous-emploi

LA DYNAMIQUE DE LONGUE PÉRIODE

Deux grandeurs interviennent dans la dynamique du système :

— le taux de substitution travail indirect-travail direct ($B = B_1 \frac{N^{1-1}_1}{N^{2-1}_1} + B_2$), c'est-à-dire en réalité $\frac{N^1_1}{N^2_1}$, rapport entre les effectifs de la section S_1 produisant des équipements pour elle-même (N^1_1) ou pour S_2 (N^2_1).

— la proportion des emplois dans S_1 par rapport à l'ensemble : $\frac{N^1}{N}$.

Un calcul itératif négligeant les termes du second ordre (B_1 et B_2 petits) donne :

(VII) ^A	$\frac{N^1_1}{N^2_1} \approx \frac{N^{1*}_1}{N^{2*}_1} [1 + t \cdot B_1 (1 + \frac{N^{1*}_1}{N^{2*}_1})]$
(VIII) ^A	$\frac{N_1}{N} \approx \frac{N^*_1}{N^*} [1 + t \cdot B (1 - \frac{N^*_1}{N^*})]$

(t : nombre de périodes écoulées depuis la période initiale *).

L'application de ces résultats aux relations précédentes laisse apparaître une dynamique de long terme puissante. En effet, lorsque B_1 et B_2 sont positifs, $\frac{N^1_1}{N^2_1}$ et $\frac{N_1}{N}$ augmentent régulièrement, de manière linéaire (avec le temps) pour le premier, comme le carré du temps pour le second (selon ce calcul approché). Un processus cumulatif se met en œuvre : il déplace de manière accélérée la population active

de S_2 vers S_1 , de S_1^2 vers S_1^1 . Si l'économie tourne normalement, par ailleurs ce mouvement tend à élever taux de croissance, d'accumulation (et de profit), création d'emplois, jusqu'à parvenir au plein emploi, terme naturel de ces périodes de mutation technico-économique intense.

Il serait cependant dangereux de surestimer l'importance de cette évolution dynamique du système : son inéluctabilité théorique n'a d'égal que sa lenteur dans la réalité économique quantifiée. Ainsi dans la France d'après-guerre bouleversée par une mutation économique sans précédent, le déplacement chiffré correspondant

$$\text{(avec } \frac{N_1^{1^*}}{N_1^{2^*}} = \frac{1}{4} ; \frac{N_1^*}{N^*} = \frac{1}{5} ; B_1 = 0 ; B_2 = 3 \% ; \mu_1 = 0,5 ; \mu_2 = 0,6)$$

à une durée de quinze ans (de 1955 à 1970) est de + 0,3 % pour le taux d'accumulation net, et le taux de croissance de l'économie, + 0,2 % pour celui de l'emploi. Ces déplacements sont trop lents pour pouvoir être considérés comme altérant de manière significative les taux de croissance (« statiques ») calculés ci-dessus. *La lenteur de l'évolution dynamique effective est telle que les résultats établis pour le moyen terme demeurent en fait valable dans la longue période*, et donc les propriétés mises en évidence identiques⁸.

LES AJUSTEMENTS DYNAMIQUES STOCK - FLUX

Il paraît réaliste, et raisonnable, de considérer que résolutions statique et dynamique sont trop proches pour n'être pas confondues en pratique. La dynamique du système est dans ces conditions principalement caractérisée par les modalités d'ajustement des stocks aux flux, c'est-à-dire en fait du taux de profit (d'accumulation) au taux de croissance de l'investissement Q_1 ($\sim \bar{Q}_1$: taux de croissance de longue période).

8. Il est cependant possible d'imaginer des configurations économiques pas trop irréalistes dans lesquelles ces effets dynamiques prendraient une place importante. Ce pourrait être le cas en particulier si S_1 était l'objet de bouleversements intenses (B_1 élevé). Ainsi avec $B_1 = B_2 = 3 \%$, $\frac{N_1^{1^*}}{N_1^{2^*}} = \frac{1}{3}$, $\frac{N_1^*}{N^*} = \frac{1}{4}$, $\mu_1 = \mu_2 = 0,5$, B passe au bout de dix ans de 4 % à 4,4 % : l'effet sur le taux de croissance est important (+ 2,0 %) et, partant, sur l'emploi (+ 1,6 %), conduisant rapidement au plein emploi.

Il résulte de l'expression de R

$$(R = R^{-1} \frac{1 + \dot{Q}_1}{1 + R^{-1} - A})$$

que, \dot{Q}_1 ne se déplaçant que très lentement, $R^{-1} < \dot{Q}_1 + A \Rightarrow R > R^{-1}$, et réciproquement. Le taux de profit de l'économie R tend donc vers $\dot{Q}_1 + A$ et suit sa lente déformation dynamique. Les ajustements stock-flux ont le temps de se produire, et \dot{Q}_1 , *taux de croissance de la section S_1 , fournit une excellente approximation du taux d'accumulation (de profit) tendanciel de long terme de l'économie*⁹.

Deux modèles sectionnels de plein emploi

Plein emploi et « entreprises dominantes »

RÉSOLUTION STATIQUE DE MOYEN TERME

La saturation de la contrainte de plein emploi ($\dot{N} = \delta$) conduit dans cette version (entreprises dominantes) à faire de la progression du pouvoir d'achat des salariés (γ) un solde endogène du fonctionnement économique ($\gamma = \gamma^{pe}$, de plein emploi).

La résolution du modèle donne les deux principaux résultats suivants :

(I) ^B	$\gamma = \gamma^{pe} = \frac{1}{1 - \mu_2} [\mu_2 \delta + v_2 - B \frac{N^{-1}_1}{N^{-1}}]$
(II) ^B	$\dot{Q}^{pe}_1 = \frac{1}{1 - \mu_1} [\delta + v_1 + B (1 - \frac{N^{-1}_1}{N^{-1}})]$

9. Si R_1 et R_2 sont les taux d'accumulation respectifs dans les deux sections, on peut établir que $R_1 \rightarrow R + B_1$
 $R_2 \rightarrow R - B_1 \frac{N^1_1}{N^2_1}$. Il n'y a égalité durable entre ces taux

qu'à la condition que B_1 soit et demeure nul. Ce résultat ne dépend que de ce qui se passe dans S_1 .

Il y a dissociation du rôle des sections productives :

— les transformations productives de S_2 permettent d'élever les salaires réels mais n'exercent aucun effet sur le taux de croissance de S_1 , c'est-à-dire sur le taux de profit tendanciel de l'économie ;

— à l'inverse l'efficacité productive de S_1 contribue à élever le taux d'accumulation (de profit) global, mais reste sans influence sur le pouvoir d'achat des salariés (γ^{pe}).

Ce résultat, peu conforme aux intuitions habituelles, s'explique aisément : tout comme en situation de sous-emploi l'élévation de la productivité dans S_2 a des effets récessifs puissants ; la relation (I)^B évalue la progression tendancielle du pouvoir d'achat des salariés (γ^{pe}) nécessaire pour les annuler, compte tenu des conditions d'investissement choisies par les firmes (B). Ce lien entre hausse des salaires réels et productivité dans la section S_2 est autant une borne inférieure (nécessaire pour maintenir le plein emploi) qu'une borne supérieure (pour éviter de freiner l'investissement des entreprises, compte tenu de la pénurie de main-d'œuvre). Les gains de productivité dans S_1 par contre stimulent tendanciellement l'investissement et n'impliquent pas (ou ne permettent pas) une progression correspondante des salaires réels.

L'indépendance macro-économique des sections comporte cependant une limite : la section S_2 intervient dans la détermination du taux de profit tendanciel en tant que champ ouvert à l'accumulation productive ($B_2 > 0$). Ce mécanisme ne fonctionne cependant que par le biais de la substitution travail indirect - travail direct dans S_2 : il suppose un alourdissement permanent des processus productifs dans cette section. Cette caractéristique est essentielle pour comprendre la croissance française d'après-guerre, son taux d'accumulation et de rentabilité élevé, et ... ses contradictions.

Cet alourdissement éventuel des conditions de production ($B > 0$) diminue évidemment d'autant la progression du pouvoir d'achat (cf. (I)^B).

LA DYNAMIQUE DE LONGUE PÉRIODE

Les paramètres qui interviennent dans la dynamique du système sont les mêmes que dans le modèle de sous-emploi, ceux qui caractérisent la substitution travail indirect - travail direct :

$$\frac{N_1}{N} \text{ et } B \text{ (à travers } \frac{N_1^1}{N_1^2}).$$

Si $B = 0$, la dynamique est nulle, la croissance équilibrée comme le montre l'examen des relations (I)^B et (II)^B.

Dans le cas contraire, le plus « normal » ($B > 0$), trois remarques peuvent être faites :

— le taux d'accumulation (de profit) tendanciel est plus élevé que celui de la croissance équilibrée. L'écart peut être énorme : dans l'après-guerre en France ($\mu_1 \simeq 0,5$, $B = B_2 = 3 \%$, $\frac{N_1}{N} \sim \frac{1}{4}$) cela représente + 4,5 % de taux de profit net ! C'est un changement total ;

— en contrepartie, la progression du pouvoir d'achat est plus faible ;

— La dynamique du système comporte des composantes négatives :

$B > 0 \Rightarrow \frac{N_1}{N} \nearrow \Rightarrow B \frac{N_1}{N} \nearrow$. La progression du pouvoir d'achat γ^p ne cesse de diminuer, et peut devenir négative (si $B_2 + B_1 > \mu_2 \delta + \nu_2$). La situation est un peu plus imprécise pour le taux de profit \dot{Q}_1 dans la mesure où B peut augmenter (si $B_1 > 0$) lorsque $(1 - \frac{N_1}{N})$ diminue.

Hormis quelques configurations exceptionnelles (approximativement $|B_1| > |B|$: c'est-à-dire $B_2 < 0$ et B_1 très fortement positif), le taux de profit tend également à décroître d'autant plus rapidement que B_1 est faible et B_2 élevé.

Les périodes de mutation intense des processus productifs peuvent donc conduire à une élévation considérable du taux d'accumulation et de profit, accompagnées d'un déplacement de l'emploi de S_2 vers S_1 , mais elles engendrent à terme des contradictions difficiles à surmonter sans crise : soit elles prennent fin, et le taux d'accumulation, puis le taux de profit à sa suite s'effondrent ; soit elles se prolongent, mais surgissent alors des problèmes de plus en plus délicats de répartition. Ceux-ci prennent plus d'ampleur encore lorsque les entreprises sont « dominées ».

LA STATIQUE DE MOYEN TERME

Il est supposé que les salariés parviennent à faire aboutir leurs revendications salariales (γ forfaitaire). C'est donc l'investissement, la substitution travail indirect - travail direct (B) étant endogénéisée, qui solde le modèle :

(I) ^c	$\dot{Q}^{pe}_2 = \gamma + \delta$
(II) ^c	$\dot{Q}^{pe}_1 = \frac{1}{1 - \mu_1} \left[\delta \left(1 + \mu_2 \frac{N^{-1}_2}{N^{-1}_1} \right) + v_1 + v_2 \frac{N^{-1}_2}{N^{-1}_1} - (1 - \mu_2) \frac{N^{-1}_2}{N^{-1}_1} \gamma \right]$
(III) ^c	$B = B^{pe} = [v_2 + \mu_2 \delta - \gamma (1 - \mu_2)] \frac{N^{-1}}{N^{-1}_1}$

Les résultats du modèle précédent sont profondément altérés dans ce schéma, plus conforme aux intuitions usuelles :

— il y a antagonisme entre progression du pouvoir d'achat (γ) et taux de profit global (\dot{Q}^{pe}_1). A condition, bien sûr, que tout ce qui ne va pas aux salariés aille effectivement aux profits puis à l'investissement. Sinon ($B < B^{pe}$) on rentre dans le modèle de sous-emploi ;

— contrairement aux schémas antérieurs les gains de productivité dans S_2 exercent un effet positif sur l'accumulation du capital : la croissance du pouvoir d'achat (γ) étant fixé a priori, tout ce qui permet d'en diminuer le coût productif est autant de gagné pour les entreprises (à condition qu'elles investissent dans ce schéma circulaire contraignant). Il n'y a pas pour autant homogénéité totale du rôle des sections : μ_1, μ_2, v_1, v_2 n'interviennent pas de la même façon.

LA DYNAMIQUE DE LONGUE PÉRIODE

Elle est liée à l'évolution de $\frac{N_2}{N_1}$ (c'est-à-dire de $\frac{N_1}{N}$) et porte intégralement sur le taux d'accumulation (de profit), \dot{Q}^{pe}_1 : si $\frac{N_1}{N}$ augmente (c'est-à-dire $\frac{N_2}{N_1}$ diminue) le taux d'accumulation est affecté d'une ten-

dance à la baisse. Cette condition est remplie si $B = B^{pe}$ est positif, donc lorsque $\gamma < \frac{\mu_2 \delta + v_2}{1 - \mu_2}$. Si la progression du pouvoir d'achat est trop faible par rapport aux gains de productivité dans S_2 , la rentabilité et l'accumulation évoluent de façon négative. Mais à l'inverse plus γ est faible, et l'efficacité productive dans S_2 élevée, plus Q^{pe}_1 est grand. Il y a contradiction entre statique et dynamique, moyen terme et long terme. La question névralgique est celle du rapport entre progression du pouvoir d'achat et productivité dans la section S_2 :

— si la progression des salaires réels est plus rapide, le taux de profit est limité, mais il n'est affecté d'aucune tendance à la baisse, au contraire. Il est cependant possible que le taux de profit soit trop faible, négatif (cf. (II)^c) ;

— si la progression des salaires réels est lente, le taux de profit est alors élevé, et le taux d'accumulation à sa suite, mais ils sont affectés d'une tendance de long terme à la baisse.

A la différence du modèle précédent, cependant, cette évolution dynamique peut être importante parce qu'elle est totalement concentrée sur S_1 , sur l'investissement des entreprises, au lieu d'être répartie entre S_1 et S_2 , ménages et entreprises. C'est ce que confirment les applications chiffrées.

Ainsi la croissance lourde ($B \gg 0$, $\gamma < \frac{v_2 + \mu_2 \delta}{1 - \mu_2}$) est très stimulante à moyen terme dans la mesure où elle peut rendre compatible une élévation relativement rapide des salaires (si la productivité dans S_2 croît suffisamment vite) avec des taux d'accumulation et de profit très élevés ; mais elle engendre inévitablement à terme des contradictions insolubles qui prennent la forme de conflits de répartition de plus en plus durs. Elle implique au-delà une remise en cause des conditions de la croissance, du fonctionnement de l'économie.

A ce stade, il apparaît clairement que l'approfondissement des problèmes de la croissance que permet l'approche en section productives suppose l'utilisation combinée de ces trois modèles qui représentent la diversité de configurations possibles. Mais il a paru utile d'apporter auparavant un complément sur la question de la formation des salaires et des prix nominaux, trop délaissée dans cette approche au profit de grandeurs « réelles ».

**Salaires et prix : quelques propriétés
de la « régulation monopoliste »**

Un modèle unisectoriel correspondant aux modèles précédents

PRÉSENTATION ET RÉOLUTION

C'est un schéma très simplifié de « croissance équilibrée » qui est proposé ici. Il se déduit du système précédent (cf. p. 308) en identifiant les caractéristiques des sections ($\mu_1 = \mu_2$, $\nu_1 = \nu_2$, $Q_1 = Q_2 = Q$) et en annulant la substitution travail indirect - travail direct ($B_1 = B_2 = 0$). *Mais on suppose que l'indexation des salaires sur les prix n'est pas nécessairement entièrement assurée ($c < 1$).* La résolution du modèle de sous-emploi donne :

- Statistique de moyen terme

$$(I) \quad \dot{Q} = \frac{\gamma - \nu}{\mu} - \frac{\alpha}{\mu} (1 - c) (R^* - R^{-1})$$

$$(II) \quad R = R^{-1} \frac{1 + \dot{Q}}{1 + R^{-1} - A}$$

$$(III) \quad \dot{N} = (1 - \mu) \dot{Q} - \nu$$

$$(9) \quad \dot{p} = \alpha (R^* - R^{-1})$$

- Dynamique de long terme

$$(IV) \quad \bar{Q} = \frac{\gamma - \nu - \alpha (1 - c) (R^* - A)}{\mu - \alpha (1 - c)}$$

$$(V) \quad \bar{R} = \bar{Q} + A$$

$$(VI) \quad \bar{N} = (1 - \mu) \bar{Q} - \nu$$

$$(VII) \quad \bar{p} = \alpha \frac{\gamma + \nu + \mu (R^* - A)}{\mu - \alpha (1 - c)}$$

(La grandeur surmontée d'une barre — est un trend de long terme).

Les propriétés de ce système s'apparentent à celles de la section S_2 : en situation de sous-emploi les transformations productives de l'économie (μ, ν , élevés) exercent une influence récessive si elles ne sont pas compensées par une progression proportionnée des salaires (γ).

Mais de nombreuses autres propriétés apparaissent. Tout d'abord la dynamique du système est beaucoup plus riche. Un choc ponctuel introduit des perturbations d'autant plus durables que le rythme de croissance de moyenne période diffère sensiblement du trend de long terme.

Les résultats les plus intéressants concernent les salaires et les prix. La non-indexation des salaires modifie profondément les conditions de la croissance : elle introduit de très nombreux effets « pervers » qui déstabilisent le système. Il paraît de ce fait intéressant de faire porter la discussion sur la comparaison entre deux cas alternatifs :

$c < 1$ « régulation monopoliste approchée »

$c = 1$ « régulation monopoliste pure ».

Dans ce dernier cas, les résultats deviennent :

$$\begin{aligned} \hat{Q} &= \frac{\gamma - \nu}{\mu} \\ \hat{R} &\rightarrow \hat{Q} + A \\ \hat{N} &= (1 - \mu) \hat{Q} - \nu \\ \hat{p} &= \alpha (R^* - A) - \alpha \left(\frac{\gamma - \nu}{\mu} \right) \end{aligned}$$

LE RÔLE DES PRIX DANS LA RÉGULATION MONOPOLISTE

- En régulation monopoliste pure

- les évolutions des volumes sont stabilisées : ne subsistent que les traditionnels délais d'ajustement stocks-flux ;

- une coupure est établie qui déconnecte les volumes des prix.

Du fait de l'indexation des salaires, les prix ne jouent aucun rôle d'ajustement des offres aux demandes : ils expriment le degré de compatibilité entre les comportements micro-économiques (de rentabilité) des firmes et leur résultat macro-économique : ce sont des variables de

tension qui reflètent les capacités d'intégration micro-macro du système.

• En régulation monopoliste « approchée »

Lorsque l'indexation des salaires est imparfaite ($c < 1$), la hausse des prix nominaux peut avoir pour conséquence de restreindre la demande. C'est la raison pour laquelle la recherche d'une rentabilité trop élevée (R^*) par les firmes a, au niveau macro-économique, des conséquences inverses de celles recherchées.

Par comparaison avec les résultats de la « régulation monopoliste pure », on peut souligner les points suivants :

— les évolutions de long et moyen terme ne coïncident plus. *La croissance est moins régulière ;*

— *le taux de croissance de moyen terme est en règle générale moins élevé que celui de la régulation monopoliste pure, et plus sujet à fluctuations* (chocs sur la rentabilité R^{-1}). Moins l'indexation des salaires est assurée ($c \ll 1$) et plus la manipulation des prix est élevée (α grand), plus la diminution de la croissance est importante et ses fluctuations amples.

Les choses paraissent plus complexes à long terme mais il est facile de montrer qu'elles relèvent de la même analyse, lorsqu'on élimine les mécanismes formels pervers¹⁰. En dehors de ces cas peu intéressants et irréalistes, *le trend de croissance de régulation monopoliste pure est un taux plafond pour l'économie ; il présente en outre l'avantage d'être régulier et d'absorber aisément des chocs éventuels.*

D'une manière générale, mieux l'indexation des salaires est assurée (c proche de 1) et moins les prix sont manipulés (α petit), plus le taux de croissance (et donc les taux d'accumulation et de profit) s'élèvent, se régularisent et se rapprochent du trend de régulation monopoliste pure.

En conclusion, à l'intérieur du système d'hypothèses retenu :

10. Deux cas doivent être éliminés :

— $\mu < \alpha(1 - c)$: qui correspond à un fonctionnement « à l'envers » de la relation de prix et à un mécanisme peu réaliste : les prix diminuent plus vite que la productivité n'augmente, ce qui force la demande réelle !

— $R^* < \hat{R}$: un mécanisme proche conduit les entreprises à ajuster en permanence leurs prix en baisse, créant ainsi une demande supplémentaire en permanence.

— *le pouvoir des entreprises de fixer leurs prix sur la base de leurs objectifs propres* (rentabilité) *a des conséquences récessives* (affaiblissement de la croissance) *et déstabilisatrices* (difficultés d'absorption des chocs, d'ajustement moyen-long terme) *s'il n'est pas équilibré par des formes d'organisation des salariés leur permettant d'éviter l'érosion de leur pouvoir d'achat grâce à des formes d'indexation* (ou de quasi-indexation) *de leurs salaires nominaux sur les prix* ;

— *mieux cette indexation est assurée, plus le trend de croissance est élevé, et le cheminement régulier*. L'indexation parfaite dissocie complètement les évolutions en volumes de celles des prix¹¹. Elle évite ainsi que les entreprises ne reprennent d'une main (par les prix) ce qu'elles ont concédé de l'autre (par les salaires) ;

— *la fonction des prix est dans ce mode de régulation complètement transformée* : il s'agit moins d'outils d'ajustement des offres aux demandes que d'*instruments de répartition des revenus, entre firmes* (et branches) *principalement, entre firmes et salariés également* (l'indexation n'étant jamais parfaite), *entre salariés même éventuellement*. *L'inflation est, en conséquence, un mal endémique de ce mode de fonctionnement économique : elle exprime la grande difficulté d'assurer la cohésion macro-économique de ce système en termes nominaux, contrepartie de sa remarquable efficacité potentielle en termes « réels ».*

LE REGIME D'ACCUMULATION D'APRES-GUERRE EN FRANCE ET SA CRISE

Le concept de régime d'accumulation : une approche théorique

CROISSANCE, ACCUMULATION ET SECTIONS PRODUCTIVES

Les modèles sectionnels précédemment analysés montrent que *les conditions générales de la croissance capitaliste sont très différentes, selon son champ sectionnel d'extension* :

— *Des transformations productives limitées à la section S_1 , des biens d'équipement et à quelques pans de S_2* (couches supérieures et moyennes, quelques biens populaires, certains biens intermédiaires)

11. Rappelons que les seuls éléments de patrimoine retenus dans ce modèle sont le capital fixe productif des firmes qu'elles gèrent en termes « réels ».

n'impliquent pas de bouleversements sociaux considérables : les progrès de S_1 stimulent tendanciellement l'investissement (dans S_1 comme dans S_2), ce qui en neutralise les conséquences potentiellement récessives, comme l'illustrent les résultats établis. Un complément d'expansion dans certaines fractions, limitées, de S_2 élargit les bases du système sans en modifier les règles, libérant au contraire un surcroît de main-d'œuvre bon marché. *Le jeu économique est simple : la partie se joue uniquement entre capitalistes. L'ouvrier peut être mal payé, misérable, exclu ; il est d'abord un coût* : capitalisme sauvage, faiblesse des lois et de la protection sociale, inexistence de lieux de négociation, d'organisation et de défense des intérêts ouvriers, ne sont pas une entrave au fonctionnement du système. Chaque nouvelle transformation de S_1 , chaque arpent grignoté dans S_2 , engendre une phase d'expansion et d'investissement : elle est particulièrement sensible dans S_1 où elle prend une forme à la fois intensive et extensive, tend à s'auto-entretenir ; elle est rapidement négative au contraire dans S_2 où elle tend à créer chômage et contraction de la demande (mais celle-ci s'adresse encore peu à la sphère capitaliste). Une extension internationale peut prolonger le mouvement quelque temps ; puis vient la phase descendante du cycle, contraction et résorption douloureuse des capacités excédentaires.

— *L'extension de l'économie capitaliste à l'ensemble de la section S_2 , de la production des biens de consommation, est un prolongement naturel de cette évolution. Elle ouvre un champ d'extension immense à l'accumulation, certes, mais pose de redoutables problèmes de fonctionnement, sans commune mesure avec les précédents : les transformations productives de S_2 , pour n'être pas purement récessives, doivent être impérativement compensées par une progression proportionnée du pouvoir d'achat des salariés.* Cela n'a rien à voir avec le mode de fonctionnement précédent. Pour que de tels mécanismes économiques s'établissent, ce ne sont pas quelques changements épars qui peuvent suffire : une mutation formidable de société est nécessaire. *Le jeu économique n'intéresse plus seulement les capitalistes : il intègre les salariés au premier chef.* L'extension de la production capitaliste, du salariat, dans la reproduction de la force de travail ; dans la production du panier de consommation des salariés, fait de ceux-ci des acteurs essentiels ; mais plus seulement en tant que producteurs : chaque jour un peu plus en tant que consommateurs. Il est nécessaire que partout, dans les entreprises, les services publics, les salariés parviennent à s'organiser, et à imposer une progression effective et régulière de leur pouvoir d'achat ; et celle-ci doit correspondre approxima-

tivement, au niveau global, aux gains de productivité du travail. Il faut en somme passer du métier « gagne-pain » à l'emploi salarié ouvrant droit au partage des « fruits de la croissance ». *Ceci suppose*, évidemment, que les progrès de productivité soient effectivement possibles et élevés, c'est-à-dire *que les salariés laissent à leurs employeurs capitalistes une latitude suffisante pour transformer organisation du travail et conditions générales de production*. Ceci implique également une extension de l'espace de circulation des marchandises de la section S_2 , c'est-à-dire non seulement une « tertiarisation » de l'économie, mais aussi une certaine *uniformisation des conditions de vie et de consommation* (« consommation de masse »), donc des modalités de formation des salaires, des formes et des lieux de la négociation salariale, *une idéologie des « partenaires sociaux »*. Un certain équilibre, un compromis entre ces « partenaires », est indispensable.

Une transformation non moins importante du rôle, des instruments, et de la place de l'Etat dans l'économie a accompagné historiquement ces mutations : il ne s'agit pas seulement de l'élaboration et de la mise en œuvre d'une politique économique (monétaire, budgétaire, des revenus, ...) mais d'une refonte globale des structures de financement de l'économie et de la gestion de la monnaie, du partage entre sphère privée et publique (prise en charge collective d'une partie de la reproduction de la force de travail assurée antérieurement dans les unités décentralisées : villages, familles, ...), des formes institutionnelles de détermination des salaires. ... Pareille mutation est toute autre chose que le passage d'une politique libérale à une politique keynésienne : elle embrasse les rapports sociaux dans leur généralité et suppose un bouleversement des mentalités. L'approche keynésienne de la politique économique n'en est qu'un prolongement particulier au niveau de l'Etat.

Pareille mutation ne va pas de soi : elle implique trop de bouleversements dans tous les secteurs de la vie sociale pour être réduite à un simple projet intelligent. Elle a été le résultat d'une évolution sociale conflictuelle, tâtonnante, détonnante et aveugle, mais convergent peu à peu de cette façon (pays capitalistes occidentaux) ou menant ailleurs (pays de l'Est, ...). Elle exige en vérité du temps et bien des convulsions : une crise (1929), et peut être une guerre (1940), semblent en avoir été le prix élevé dans l'histoire. Le produit en a été une véritable révolution : la révolution capitaliste de l'après-guerre en France (de même qu'en RFA, au Japon, ...) ; l'extension des formes d'organisation capitalistes à l'ensemble de la section S_2 des biens de consommation, *C'est cette (r) évolution qui nous paraît être à l'origine de la croissance*

rapide et durable de l'économie française d'après-guerre. L'utilisation des modèles précédents est donc commode pour en préciser les traits essentiels.

CROISSANCE, RÉGIME D'ACCUMULATION, RÉGULATION

Il a été montré que les conséquences, et donc les conditions, de l'accumulation diffèrent selon la section concernée (S_1 ou S_2). Il est possible d'opposer des formes polaires (croissance dans S_1 ou dans S_2) comme de définir des formes intermédiaires : *ces modes de fonctionnement de l'économie différents par leur spécificité sectionnelle sont appelés conventionnellement « régimes d'accumulation »*. Formellement, les paramètres exogènes des modèles précédents peuvent être retenus comme les spécifications essentielles d'un « régime d'accumulation ». Elles comprennent deux triplets productifs (B_1, μ_1, ν_1), (B_2, μ_2, ν_2), le taux de renouvellement A et un quadriplet « répartitif » (γ, c, α, R^*).

A chaque régime d'accumulation stable doivent correspondre des formes structurées et durables d'organisation des rapports économiques et sociaux (à tous les niveaux : entreprise, branche, région, nation, etc.) qui en permettent le développement prolongé. Ce sont ces « formes structurelles » qui assurent la régulation économique d'un régime d'accumulation. Leurs configurations dominantes ou essentielles durables sont appelées « *mode de régulation* » par certains auteurs (Boyer, Aglietta, ...),

Il existe une correspondance étroite, mais non bijective (du moins a priori), *entre régime d'accumulation et mode de régulation*. La présentation du modèle unisectoriel avait pour objet de montrer que la régulation monopoliste pure (dans une version simpliste...) est un mode de fonctionnement particulièrement adaptée au régime d'accumulation centré sur l'intégration des salariés et la transformation capitaliste de la section S_2 (consommation de masse et fordisme). Un changement important de régime d'accumulation implique une adaptation du mode de régulation, qui se traduit en général par une « grande crise », et vice versa. L'étude des caractéristiques propres du régime d'accumulation de la France d'après-guerre permet de mieux comprendre la nature de la croissance au cours de cette période, de la crise ensuite.

Le régime central d'accumulation de la France d'après-guerre : la croissance

L'application de l'instrument sectionnel à l'économie française d'après-guerre conduit à proposer une interprétation synthétique des grandes tendances de cette période. Le propos paraît immodeste. *L'ampleur du sujet ne doit pas cacher les limites de l'exercice*, qu'il serait présomptueux de prétendre transgresser, même s'il est parfois difficile d'y échapper : ce sont celles de l'appareil conceptuel qui en constitue l'ossature théorique, l'analyse en sections productives ; et des quelques idées, très simples et peu nombreuses, qui sous-tendent les modèles développés. C'est dans cet esprit qu'il convient d'aborder les analyses qui suivent.

LA RÉVOLUTION CAPITALISTE DE LA SECTION S_2

Un système cohérent d'observation en sections productives a été construit pour l'économie française de 1950 à 1974. Nous ne revenons pas ici sur sa construction simple, à partir des tableaux entrées-sorties (TES), ni sur la manière dont ont été intégrés les échanges internationaux : méthode et résultats ont fait l'objet d'un article antérieur¹².

Ces données permettent-elles d'illustrer la réalité de cette « révolution capitaliste » de la section S_2 ? Nous nous limiterons ici à fournir quatre indications chiffrées éclairantes :

— De 1959 à 1974, le taux de salarisation (emplois salariés/emplois totaux) progresse très rapidement dans S_2 (de 51 à 70 %), alors qu'il n'évolue que faiblement dans S_1 (85 à 89 %)¹³.

— La « composition-travail » (travail indirect/travail direct : $\frac{N_1^1}{N_1}$ dans S_1 , $\frac{N_2^1}{N_2}$ dans S_2), à peu près stable dans S_1 (environ 16 %), s'élève fortement dans S_2 (10 % environ au début des années 1950 ; près de 18 % au début des années 1970 !).

12. *Statistique et études financières*, série Orange, 35, 1978, ministère de l'Économie et des Finances. Ces données ont été prolongées depuis, tant bien que mal, jusqu'en 1990 : H. Bertrand, J. Mazier et al., « Les deux crises des années 30 et 70 », *Revue économique*, 1982, [4] et [6].

13. Avant 1959, ces données ne sont pas disponibles.

— De 1950 à 1974, la productivité apparente du travail est multipliée par 3,5 environ dans S_2 , en dépit du poids très important et croissant des activités tertiaires (services-commerces : 40 % des emplois de S_2 en 1974) ; dans S_1 elle est multipliée par trois environ (services-commerces : 20 % des emplois de S_1 en 1974).

— Conséquence de cette évolution, le taux d'accumulation passe de 6 % en 1955 à 10 % à la fin des années 1960 dans S_2 . Par contrecoup, il passe dans S_1 de 8 à 10 % au cours de la même période.

Ces faits quantitatifs, s'ils n'excitent peut être pas l'imagination du lecteur, sont pourtant énormes : sans précédent dans l'histoire de la France, comme semble en témoigner l'examen des données sectionnelles avant 1945. Il est possible de mieux en souligner l'intérêt et la portée en remarquant que des données sectionnelles sur l'économie américaine, construites selon les mêmes méthodes¹⁴, montrent que la « composition-travail » (travail indirect/travail direct) y est au contraire pratiquement stable au cours de la même période, tant dans S_1 que dans S_2 . En outre dès le début des années 1950 aux USA, la « composition-travail » dans S_2 est plus élevée que dans S_1 : c'est l'inverse alors en France, et de loin, et la configuration américaine n'est approchée qu'à la fin des années 1960.

La « révolution capitaliste » de S_2 a été en France un bouleversement brutal, concentré dans une période de temps assez brève, après-guerre. Elle a été plus précoce aux USA, mais surtout plus longue, étalée dans le temps, continue.

L'utilisation, quantifiée, des modèles sectionnels, permet d'en mieux comprendre et mesurer les conséquences sur la dynamique macroéconomique.

LE MODÈLE SECTIONNEL DE LA CROISSANCE FRANÇAISE D'APRÈS-GUERRE

L'utilisation quantifiée des modèles sectionnels est construite autour de quatre idées :

— Ces modèles apparemment exclusifs (sous-emploi ou plein emploi, domination des firmes ou des salariés) coexistent en réalité, soit qu'ils expriment la diversité des situations selon les régions, ou les branches d'activités, soit qu'ils témoignent de l'indécision, ou des en-

14. Par M. Juillard, « The departmental analysis of growth : a brief comparison between post war France and the USA », M. Juillard, H. Bertrand, J. Pisani, Statistical publishing house, Budapest, 1982.

jeux, de certains rapports de force, ou encore des conséquences de certaines évolutions. Les trois modèles ont donc été chiffrés.

— Cette coexistence n'exclut pas que l'un deux exprime mieux les mécanismes macro-économiques, les contraintes, prépondérants d'une époque : *un modèle est dominant, les autres sous-jacents.*

— L'extraversion de l'économie française ne s'accroît véritablement qu'à la fin des années 1960 : jusqu'en 1967-1968, elle est relativement stable, voire en régression¹⁵. Le fonctionnement de l'économie française est alors relativement autocentré, national. Ensuite seulement s'est développé un rapide mouvement d'internationalisation. Pour cette raison, il nous a paru possible d'appliquer les modèles sectionnels, pourtant clos, à l'étude des grandes tendances de l'économie française de 1955 à 1970, en ne prenant en compte les échanges extérieurs que de manière indirecte selon une méthode d'équivalence exposée dans un article antérieur déjà cité (SEF Orange, 35). Il s'agit d'un exercice de quantification approximative, pas de l'élaboration d'un modèle de cheminement prévisionnel..

— Compte tenu de ces raisons, les modèles quantifiés étant de surcroît de moyen-long terme, il n'était pas possible de procéder à de véritables estimations économétriques sur les années retenues (1955-1970). On s'est donc contenté de lissages quinquennaux pour estimer les relations de productivité, et d'un calcul direct pour les taux moyens annuels de substitution travail indirect-travail direct¹⁶. Ces estimations ont permis de calculer des résultats annuels moyens (tendanciel) sur la période 1955-1970 : leurs valeurs sont précisées en 1955 et en 1970 de manière à rendre compte du sens et de l'ampleur de la dynamique de longue période.

L'articulation des modèles repose sur l'ensemble d'hypothèses suivant : de 1955 à 1968 c'est le modèle de plein emploi avec « domination des entreprises » qui est prépondérant ; après 1968 lui succède le modèle de plein emploi avec « domination » des salariés, qui cède rapidement la place au modèle de sous-emploi. Nous n'avons cependant pas cherché à chiffrer l'après-1970 en raison de l'importance grandissante des échanges économiques extérieurs qui supposerait une reformulation appropriée des modèles.

15. Il est vrai qu'elle est marquée par une évolution structurelle importante : la contraction des échanges avec l'empire, leur extension dans la CEE.

16. Résultats en ancienne base 1962 :

$$S_1 : \mu_1 = 0,47 \pm 0,04, \nu_1 = 1,6 \pm 0,3, R^2 = 0,87, D = 1,0$$

$$S_2 : \mu_2 = 0,57 \pm 0,2, \nu_2 = 2,6 \pm 0,9, R^2 = 0,43, D = 0,5$$

$$B_1 = 0 \%, B_2 = 3 \%$$

Corollaire : supprimez le caractère lourd de la croissance dans S_2 et le taux d'accumulation (et à sa suite le taux de profit) s'effondrera. C'est ce que confirme le chiffrage du modèle de sous-emploi (avec $\gamma = 4,7\%$) :

$$\dot{Q}_1 = \frac{1 - \mu_2}{1 - \mu_1} \frac{\gamma}{\mu_2} + \frac{v_1}{1 - \mu_1} - \frac{v_2}{\mu_2 (1 - \mu_1)} + \frac{B}{1 - \mu_1} \left[1 + \frac{N^{-1}_1}{N^{-1}} \left(\frac{1}{\mu_2} - 1 \right) \right]$$

↑	↑	↑	↑	
6,7 %	+ 3,0 %	- 8,0 %	+ 6,4 % en 1955 = 7,5 % en 1955	6,7 % en 1970 = 7,8 % en 1970.

Il confirme l'importance de la croissance lourde pour le taux d'accumulation¹⁸ pendant cette période, les dangers des transformations productives de S_2 , et attire de ce fait l'attention sur *l'autre base de l'accumulation capitaliste d'après-guerre : la progression du pouvoir d'achat salarié*.

Un autre aspect de la croissance lourde doit être rappelé auparavant : elle avait son revers sous la forme d'un coût croissant (concrètement le coût d'entretien des travailleurs passant de S_2 à S_1) que la vigueur des mouvements sociaux à partir de 1968 devait conduire à faire supporter par les entreprises : le taux de profit du modèle de plein emploi avec « domination des salariés » passe de 9,5 % en 1955 à 7,1 % en 1970. La baisse est sensible : elle mesure le poids de la croissance lourde antérieure sur la rentabilité de l'économie après 1968.

• Le pouvoir d'achat salarié

Le chiffrage du modèle de plein emploi avec domination des firmes donne :

$$\gamma^{pe} = \frac{\mu_2 \delta}{1 - \mu_2} + \frac{v_2}{1 - \mu_2} - \frac{B}{1 - \mu_2} \frac{N^{-1}_1}{N^{-1}}$$

↑	↑	↑	
0,4 %	+ 6,0 %	- 1,2 % en 1955 = 5,2 % en 1955	1,7 % en 1970 = 4,7 % en 1970.

18. Un autre aspect de la *croissance lourde* doit être souligné : elle *tend à s'auto-entretenir*. En effet, l'accumulation intensive et lourde dans S_2 étend considérablement les débouchés de S_1 , facilite l'obtention de gains de productivité dans cette section ($\dot{q}_1 = \mu_1 \dot{Q}_1 + v_1$), tend de ce fait à réduire le coût relatif des investissements et à entretenir l'accumulation. Ce processus, cumulatif dans ce sens, l'est aussi dans l'autre, en cas de baisse de l'investissement et de diminution du rythme de croissance de S_1 .

On constate :

— le taux élevé de croissance des salaires réels nécessaire alors, compte tenu de l'efficacité productive de S_2 , pour maintenir le plein emploi (de 5,2 à 4,7 %) ;

— le coût de la croissance lourde néanmoins pour les salariés (perte de 1,2 à 1,7 % de gain de pouvoir d'achat).

• L'emploi

Son interprétation n'apparaît évidemment que dans le modèle de sous-emploi (avec $\gamma = 4,7\%$) :

$$\dot{N} = \frac{1 - \mu_2}{\mu_2} \gamma - \frac{\nu_2}{\mu_2} + \frac{B}{\mu_2} \frac{N^{-1}_1}{N^{-1}}$$

$$\begin{array}{ccccccc} & \uparrow & & \uparrow & & & \\ 3,5\% & & - & 4,5\% & + & \begin{array}{l} 1,0\% \text{ (1955)} \\ 1,3\% \text{ (1970)} \end{array} & = & \begin{array}{l} 0,0\% \text{ (1955)} \\ + 0,3\% \text{ (1970)} \end{array} \\ & & & & & & & \text{(observé + 0,3\%)} \end{array}$$

Cette expression souligne clairement :

— l'importance des effets négatifs des transformations productives de S_2 sur l'emploi ;

— la nécessité de compenser un allègement éventuel des caractéristiques de l'accumulation ($B \searrow$) par une progression plus rapide du pouvoir d'achat salarié (ou une réduction de la durée du travail), sauf à ce que le trend de productivité diminue également.

La croissance d'après-guerre reposait donc sur une articulation puissante entre trois composantes dynamiques :

— *des transformations productives massives de la section S_2 aux effets profondément récessifs compensés par :*

— *une progression rapide, régulière et soutenue du pouvoir d'achat salarié ;*

— *une accumulation « lourde » dans S_2 , engendrée par un déplacement important de main-d'œuvre de S_2 vers S_1 (substitution travail indirect-travail direct).*

C'est l'équilibre entre ces trois composantes, assuré par des modalités de régulation économique bien adaptées (régulation monopoliste)

à ce régime d'accumulation, qui a permis cette croissance sans précédent, dont un schéma⁸ représentatif figure ci-dessous :

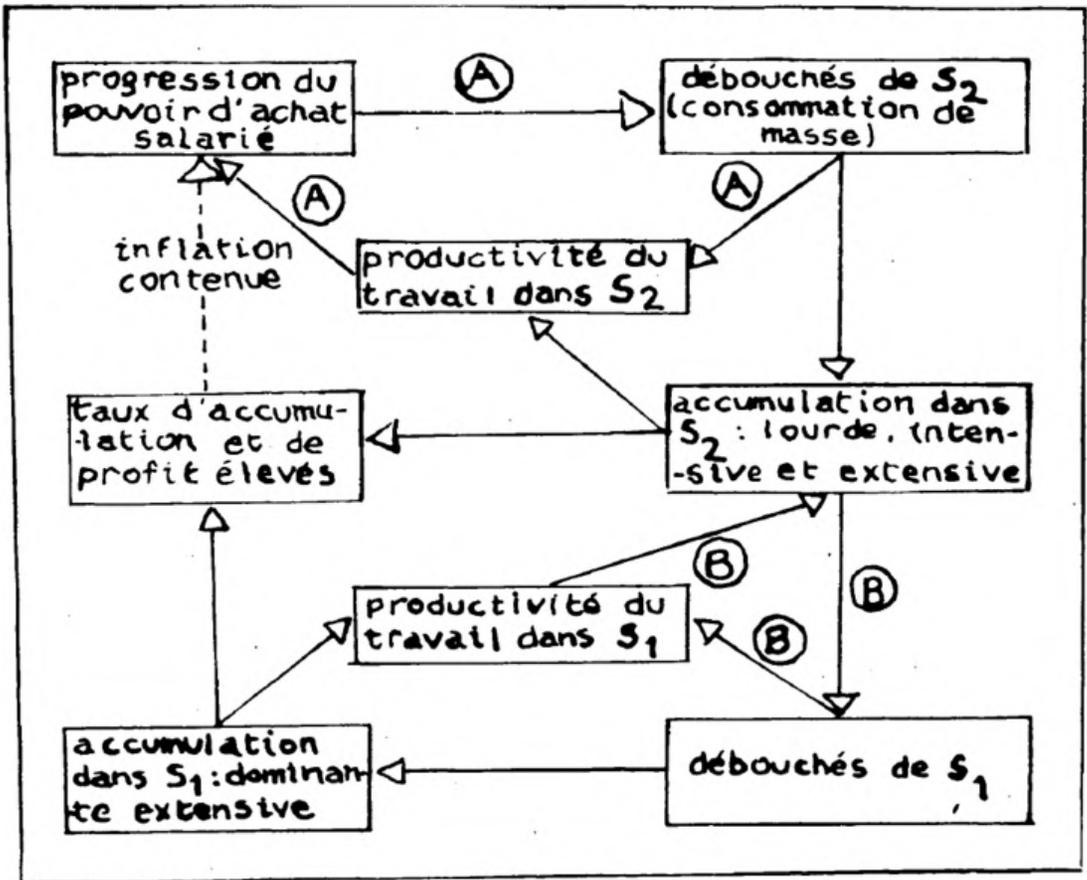


Schéma du régime d'accumulation d'après-guerre

Les deux boucles (A) et (B) constituent les deux enchaînements vertueux (auto-entretenus) fondamentaux de l'après-guerre : c'est leur articulation, et non l'une seule d'entre elles, qui faisait la puissance et la durabilité du régime d'accumulation d'après-guerre (taux d'accumulation et de progression des salaires réels simultanément élevés). C'est dans une perturbation de ces mécanismes et de leur imbrication qu'il paraît logique de rechercher les causes des difficultés, de la crise économique qui a suivi.

La crise du régime central d'accumulation d'après-guerre

Il ne s'agit pas de proposer dans les quelques lignes qui suivent une analyse de la crise, mais des axes de recherche suggérés par l'approche utilisée. Trois modifications, intervenues progressivement au cours des années 1960, nous paraissent avoir joué un rôle important dans l'affaiblissement du régime d'accumulation d'après-guerre.

L'INFLÉCHISSEMENT DE L'ACCUMULATION DANS S_2

Au cours de la deuxième moitié des années 1960, le taux de substitution travail indirect-travail direct, jusqu'alors très élevé dans S_2 , s'affaiblit jusqu'à devenir pratiquement nul. La « composition-travail » se stabilise : une composante essentielle du régime d'accumulation d'après-guerre disparaît.

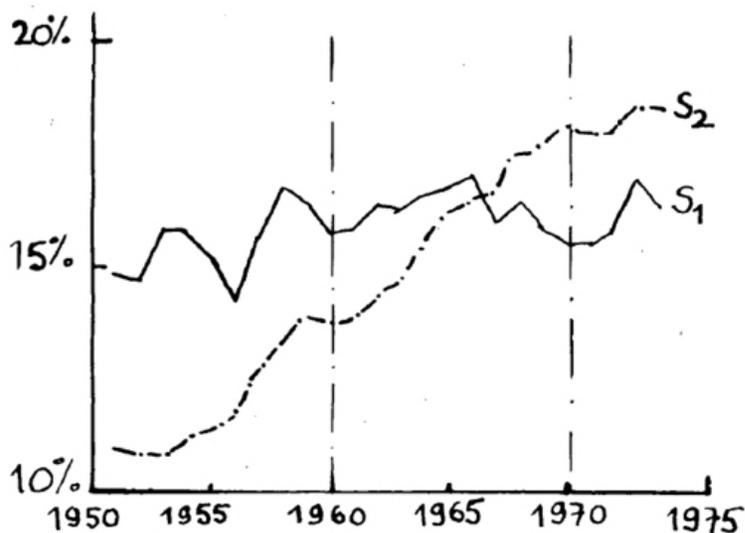
On peut voir deux causes principales à cette évolution :

— *la formidable révolution capitaliste de la section S_2 se transforme peu à peu en une simple évolution* : l'ampleur des bouleversements productifs est moindre, et par là le champ ouvert dans S_2 à l'accumulation.

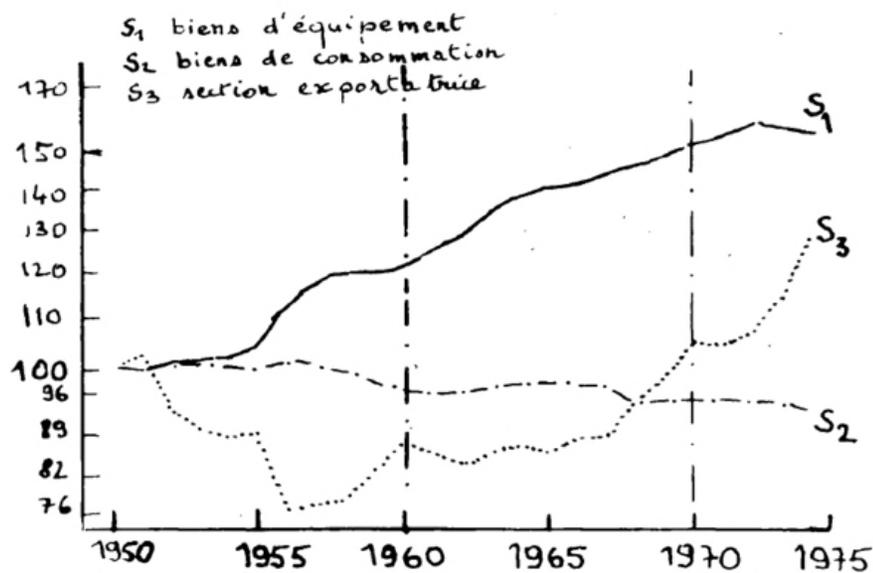
— dans un nombre d'activités toujours plus grand, l'échelle de la production, des marchés, passe de la nation à des ensembles internationaux plus vastes. *L'accumulation acquiert, de manière généralisée, une nouvelle dimension, internationale.*

Plusieurs indicateurs témoignent de ces transformations. Nous ferons simplement appel aux trois graphiques joints qui illustrent la baisse de la substitution travail indirect-travail direct dans S_1 à la fin des années 1960 et le relais insuffisant, et temporaire, pris alors par les activités d'exportation (section exportatrice S_3). Il convient enfin de rappeler qu'à cette époque la « composition-travail » (rapport travail indirect/travail direct) dans S_2 a dépassé son niveau dans S_1 , rejoignant par là la configuration macro-économique, stationnaire, des Etats-Unis. Tout se passe comme si l'essentiel de la « révolution capitaliste » permise par les formes d'organisation sociale de l'époque était achevé.

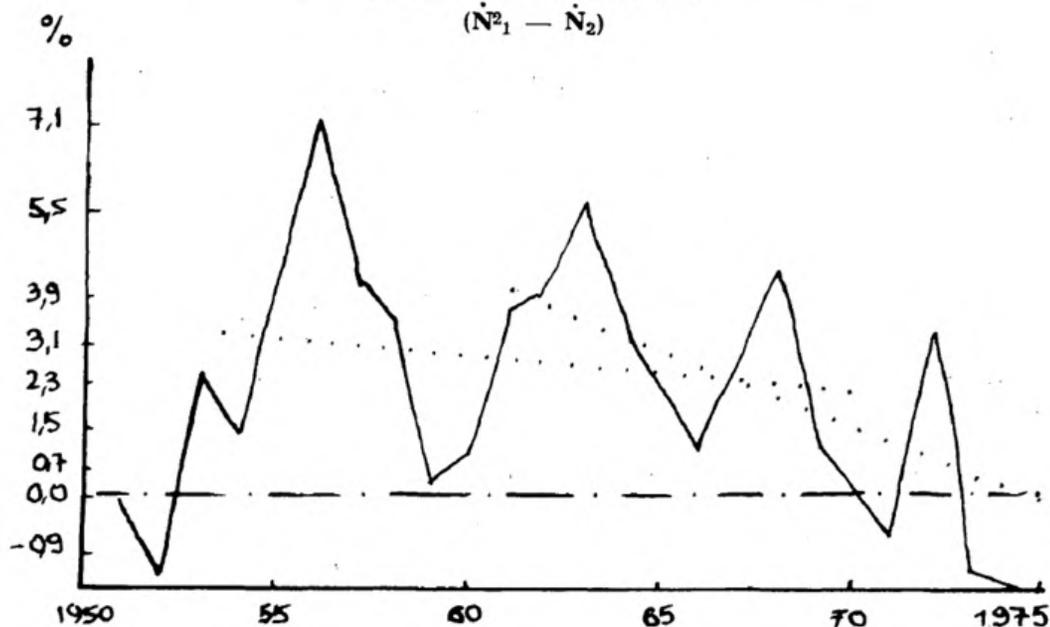
**« Composition-travail » par section
(travail indirect/travail direct)**



Effectif des grandes sections « nationales »



Substitution travail indirect - travail direct dans S_2
 (biens de consommations)
 ($\dot{N}_1 - \dot{N}_2$)



L'INTERNATIONALISATION RAPIDE DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

Conséquence du mouvement précédent, mais aussi de transformations structurelles de l'économie (développement rapide des grands groupes industriels), la deuxième moitié des années 1960 est marquée par le début d'une phase d'internationalisation très rapide de l'économie française. Ce phénomène bouleverse les schémas macro-économiques précédents :

— *La solidarité globale salaires-profits s'affaiblit.* De nouveau, y compris au niveau macro-économique, les salaires sont d'abord un coût, de plus en plus secondairement un débouché (en particulier pour l'industrie).

— L'accumulation acquiert une dimension internationale, parfois mondiale. *L'articulation, si difficile à mettre en place, entre régime d'accumulation et mode de régulation, qui avait fait la puissance de la croissance d'après-guerre, disparaît* : elle n'existe pas à l'échelle internationale. Tout est à reprendre à une échelle plus vaste, dans des conditions plus difficiles, périlleuses !

— C'est à l'époque où elles parviennent à leur maturité sociale, politique, que les procédures de régulation économique et sociale de l'après-guerre sont remises en cause. La contradiction est donc totale.

LA POUSSÉE DU MOUVEMENT SOCIAL APRÈS 1968

Les salariés parviennent, à partir de 1968, à imposer un rythme de croissance plus rapide et régulier de leur pouvoir d'achat. Comme le montrent les modèles précédents, ce sont désormais les entreprises qui doivent supporter le poids de la croissance lourde antérieure : leur taux de profit se trouve rapidement contraint. Les conflits de répartition s'aiguisent au moment où les perspectives de l'accumulation s'assombrissent. Ce qui pouvait être une heureuse coïncidence, la consommation prenant le relais de l'investissement, et les salaires celui des profits, devient en fait une contradiction majeure ; elle prend la forme principale permise par la régulation monopoliste pour régler les conflits : l'inflation, qui d'endémique devient épidémique.

Ainsi, dès la fin des années 1960, d'importants obstacles s'opposent en France à la poursuite de la croissance économique dans les mêmes formes et selon les mêmes mécanismes : le régime central d'accumulation d'après-guerre est remis en cause, tant dans son fonctionnement interne que dans ses capacités d'extension. Le « choc pétrolier » a révélé la profondeur du mal. Qu'il nous soit permis d'en tirer, au-delà du modèle, quelques idées simples, en guise de conclusion.

L'épuisement du régime d'accumulation de l'après-guerre rend inopérant, inadapté, le mode de régulation correspondant, laborieusement élaboré depuis la crise des années 1930. Son prolongement évite, certes, un effondrement brutal de l'économie ; il ne permet pas pour autant de dégager de nouvelles voies. Ses formes structurelles, sociales et institutionnelles, se trouvent elles-mêmes remises en cause, comme le contrat social fondamental qui en était le cœur : l'échange productivité - organisation du travail (au profit des entreprises) contre pouvoir d'achat - consommation (au profit des ménages). S'il en est bien ainsi, ce sont les fondements sociaux du fonctionnement économique de nos sociétés qui se trouvent en crise : il ne s'agit pas d'une petite mais d'une « grande crise » [7], qui sera longue à traverser.

Quelles que soient ces issues, si elles existent, il est peu vraisemblable qu'elles permettent de retrouver les taux d'accumulation de l'après-guerre, ceux de la révolution capitaliste de S_2 . Il ne sera donc pas possible non plus de retrouver des taux de profit globaux durablement aussi élevés. Chacun cherche ailleurs les profits qu'il n'espère plus trouver chez lui ; et les taux d'inflation actuels semblent montrer qu'il faudra longtemps avant que cette réalité nouvelle ne soit acceptée par les entreprises. Il n'est pas certain que les formes capitalistes d'organisation des rapports économiques et sociaux soient les mieux adaptées à ce nouveau contexte.

Une baisse prolongée de la durée du travail, quelles qu'en soient les formes, apparaît difficilement évitable dans cette approche. Il faudrait en effet pour éviter une extension du chômage, compte tenu des nouvelles conditions de l'accumulation, un taux de progression des salaires réels si élevé qu'il paraît difficilement compatible avec le fonctionnement économique international actuel et prévisible. Mais, surtout, pareille évolution est porteuse à terme d'une telle réorganisation des activités, des modes de vie, des rapports sociaux, qu'elle pourrait bien être, beaucoup plus qu'un pansement, l'une des conditions d'une « nouvelle croissance ». Dans son attente, ou sa préparation, réduction de la durée du travail et du taux de profit global de l'économie : voici ce qui paraît être le chemin de Damas des économies occidentales. Combien de temps leur faudra-t-il pour y parvenir sous d'autres formes que l'extension du chômage et l'inflation ?

HUGUES BERTRAND

Ancien chargé de mission
à la Direction de la prévision

BIBLIOGRAPHIE

- [1] AGLIETTA M., *Régulation et crise du capitalisme*, Paris, Calmann-Lévy, 1976.
- [2] BARON Y., BILLAUDOT B., GRANOU A., *Croissance et crise - PCM*, Paris, Maspéro, 1979.
- [3] BERNIS G. de, *Régulation et équilibre dans l'analyse économique*, in *L'idée de régulation dans les sciences*, Paris, Maloine, 1977.
- [4] BERTRAND H., « Une nouvelle approche de la croissance française de l'après-guerre : l'analyse en sections productives », *Statistiques et études financières*, série Orange, 35, 1978.
- [5] BERTRAND H., *Accumulation et croissance en moyenne et longue période : analyse formelle en sections productives : application à l'économie française d'après-guerre et aux difficultés actuelles*, ouvrage broché, direction de la Prévision, mars 1980.
- [6] BERTRAND H., en collaboration avec J. MAZIER, « Les deux crises des années 1930 et 1970 : une analyse en sections productives dans le cas de l'économie française », *Revue économique*, 33 (2), 1982.
- [7] BOYER R., « La crise actuelle : une mise en perspective historique », *Critiques de l'économie politique*, 7/8, mai 1979.
- [8] BOYER R., « Approches de l'inflation : l'exemple français », *Recherches économiques et sociales*, 12, octobre 1978.

- [9] BOYER R., « Les transformations du rapport salarial dans la crise », note CEPREMAP 8105, novembre 1980.
- [10] BOYER R., « Rapport salarial et analyse en terme de régulation », *Economie appliquée*, 2, 1980.
- [11] CHERVOIS M. de, « L'arbitraire monétaire », *Critiques de l'économie politique*, 1982.
- [12] MISTRAL J., « La diffusion internationale de l'accumulation intensive et sa crise » dans *La recherche en économie internationale*, Reiffers, 1981.
- [13] GRANDO J.-M., MARGIRIER G., RUFFIEUX D., *Rapport salarial et compétitivité des économies nationales*, thèse, Grenoble, 1980.
- [14] LIPIETZ A., « Derrière la crise : la tendance à la baisse du taux de profit », note CEPREMAP, 8115, 1981.
- [15] PARTANT F., *Que la crise s'aggrave*, Solin, 1978.